



Strasbourg, le 10 octobre 2013
[Inf35e_2013.doc]

T-PVS/Inf (2013) 35

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE ET DU MILIEU NATUREL DE
L'EUROPE

Comité permanent

33^e réunion
Strasbourg, 3-6 décembre 2013

- FICHE DOCUMENTAIRE -

**LA CONVENTION DE BERNE : UN TRAITE
PRIORITAIRE POUR LA BIODIVERSITE EN EUROPE**

*Document élaboré par
la Direction de la gouvernance démocratique*

Note d'information**LA CONVENTION DE BERNE : UN TRAITÉ PRIORITAIRE POUR LA BIODIVERSITE EN EUROPE****LA CONVENTION EN BREF**

- Ouverte à la signature en 1979, entrée en vigueur en 1982
- 51 parties (dont l'Union européenne, le Bélarus et 4 Etats africains) et 61 observateurs (dont 21 organisations internationales et les principales OING de ce domaine)
- Objectifs : assurer la conservation de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels, notamment les espèces migratrices et vulnérables. Le traité tient compte de l'impact éventuel des autres politiques sur le patrimoine naturel et reconnaît la valeur intrinsèque de la flore et de la faune sauvages, qu'il importe de préserver et de transmettre aux générations futures.
- Obligations des Parties :
 - élaborer et mettre en œuvre des politiques nationales de conservation de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels ;
 - prendre en considération la conservation de la flore et de la faune sauvages dans leur politique d'aménagement et de développement et coopérer avec d'autres Etats pour les protéger ;
 - encourager l'éducation et la diffusion d'informations générales concernant la nécessité de conserver des espèces de la flore et de la faune sauvages ainsi que leurs habitats.
- Outils et normes :
 - 163 recommandations aux Parties, adoptées par le Comité permanent (par exemple sur le changement climatique, la sécurité biologique, les espèces menacées, les zones protégées, etc.) ;
 - 8 résolutions ;
 - 3 déclarations ;
 - la création d'un réseau européen d'espaces protégés (réseau Emeraude).
- En outre, la Convention de Berne s'appuie sur des outils de conservation « traditionnels », comme des plans d'action pour les espèces menacées, des stratégies de conservation, un code de conduite et des conseils pour les Parties.
- Mise en œuvre : la force de la Convention réside dans l'engagement des Parties à l'égard de sa mise en œuvre et dans la possibilité offerte aux ONG de contribuer à son suivi. Dans la « Déclaration de Berne » (2009), les Parties ont reconnu « le rôle unique de la Convention de Berne, qui propose une approche coordonnée et coopérative par des mesures législatives et administratives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la faune et de la flore sauvages et des milieux naturels d'Europe ».
- Mécanismes de suivi :
 - rapports généraux, biennaux et nationaux sur la mise en œuvre ;
 - groupes d'experts ;
 - système de dossiers (système de plaintes pleinement accessible aux Parties, aux observateurs, aux ONG et à la société civile).

En 2011, la Task Force du Conseil de l'Europe sur le passage en revue des conventions, chargée de préparer des recommandations pour l'« Atelier du changement sur le programme, le budget et les

priorités », a inclus la Convention de Berne dans les « conventions fondamentales du Conseil de l'Europe », c'est-à-dire celles qui contribuent à forger les idéaux et à incarner les principes partagés par tous les Etats membres du Conseil de l'Europe.

LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA DÉMOCRATIE ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

1. La biodiversité désigne la variété de la vie sur Terre, qui comprend les écosystèmes, les espèces et les gènes. Elle est indispensable à la prospérité économique, à la justice sociale, à la sécurité, à la santé et à d'autres aspects de notre vie quotidienne, y compris au bien-être de l'homme. Il est impératif de la préserver pour lutter efficacement contre les effets néfastes du changement climatique.

2. La protection de la nature est indéniablement un sujet de préoccupation pour les citoyens européens, comme en témoigne le nombre croissant de membres d'« ONG vertes »¹ ou la progression des partis écologistes aux élections en Europe et dans le monde. De plus, il existe un ministère ou un service chargé de la protection de la nature dans presque tous les gouvernements de la planète. Le Conseil de l'Europe a contribué à la création de ces institutions démocratiques au niveau national dès la fin des années 1960.

3. La diminution de la biodiversité hypothèque d'ores et déjà les efforts visant à améliorer le bien-être économique, social et environnemental en Europe et dans le monde, avec des conséquences évidentes sur la qualité de vie. Les investissements considérables qu'il faudrait réaliser pour préserver notre patrimoine naturel commun doivent être mis en balance avec les nombreux bénéfices, y compris économiques, que nous apportent la nature et les services rendus par les écosystèmes.

4. L'enjeu de la crise écologique est le maintien de l'intérêt général et la survie de l'humanité à long terme. Le changement climatique et l'augmentation des températures moyennes auront des conséquences irréversibles qui menaceront la subsistance de populations et provoqueront une extinction massive d'espèces. Dans certaines régions, la pénurie de ressources est déjà à l'origine de conflits civils et de migrations environnementales. La Convention de Berne, traité européen sur la conservation de la nature, vise à préserver la plus grande partie de notre patrimoine naturel. Pour ce faire, elle encourage la représentation et la participation au débat sur l'environnement, au suivi et, dans une certaine mesure, au processus décisionnel.

L'ENVIRONNEMENT ET LES DROITS DE L'HOMME²

Le droit à un environnement sain a déjà été reconnu à des degrés divers dans de nombreuses Constitutions nationales et dans des chartes régionales³. La Cour européenne des droits de l'homme examine régulièrement des requêtes dans lesquelles des personnes affirment qu'une violation de leurs droits protégés par la Convention résulte de facteurs environnementaux défavorables. Si la Cour ne garantit pas un droit explicite à un environnement sain et sûr, les normes générales qui en découlent sont également applicables aux questions environnementales :

➤ Les droits de l'homme protégés par la Convention peuvent être directement affectés par des facteurs environnementaux défavorables. Par exemple, les odeurs toxiques d'une usine ou d'une décharge pourraient avoir un impact négatif sur la santé des individus. Les autorités publiques peuvent être tenues

¹ Quelques exemples : la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB), une ONG britannique, compte plus d'un million de membres, dont 195 000 jeunes, et bénéficie du soutien de près de 18 000 bénévoles ; en 2012, Greenpeace a reçu 260 millions EUR sous forme de dons et de contributions financières de la part de 2,9 millions de personnes ; WWF compte plus de 5 millions de membres dans le monde.

² Extraits du *Manuel sur les droits de l'homme et l'environnement*, mis à jour en 2011 par le Comité directeur pour les droits de l'homme à la demande du Comité des Ministres. [Le texte complet est disponible ici.](#)

³ Voir par exemple les Constitutions belge, espagnole, hongroise, norvégienne, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, tchèque et turque, qui reconnaissent un droit fondamental individuel à la protection de l'environnement, ou les Constitutions allemande, autrichienne, finlandaise, française, grecque, néerlandaise, suédoise et suisse, qui font de la protection de l'environnement un objectif constitutionnel. Voir aussi les Constitutions brésilienne, équatorienne, péruvienne, philippine, sud-africaine et sud-coréenne ou la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2010/C 83/02).

de prendre des mesures afin de s'assurer que des personnes ne sont pas sérieusement affectées par des facteurs environnementaux défavorables.

- Les personnes affectées par des facteurs environnementaux défavorables peuvent se prévaloir de certains droits procéduraux. La Cour a estimé que les autorités publiques doivent respecter certaines exigences concernant l'information et la communication, ainsi que la participation aux processus décisionnels et l'accès à la justice dans les affaires soulevant des questions environnementales.
- La protection de l'environnement peut aussi constituer un objectif légitime justifiant des ingérences dans la jouissance de certains droits de l'homme. Par exemple, la Cour a considéré que le droit au respect des biens pouvait faire l'objet de restrictions si cela se révélait nécessaire à la protection de l'environnement.

La Cour a déjà identifié dans sa jurisprudence des questions relatives à l'environnement qui sont susceptibles de porter atteinte au droit à la vie (**article 2 de la CEDH**), au droit au respect de la vie privée et familiale et du domicile (**article 8 de la CEDH**), au droit de recevoir et de communiquer des informations et des idées (**article 10 de la CEDH**), au droit à un recours effectif (**article 13 de la CEDH**) et au droit à la jouissance paisible de ses biens (**article 1 du Protocole n° 1 à la CEDH**).

Le Comité européen des droits sociaux a interprété le droit à la protection de la santé énoncé dans la Charte sociale européenne (article 11) comme incluant le droit à un environnement sain.

Annexe I : arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme concernant l'environnement

	Decision on admissibility or Judgment	Date	Articles of the Convention							
			2	3	6 (1)	13	8	10	11	1- P1
<u>Arrondelle v. the United Kingdom</u> *	Admissible (friendly settlement)	15/7/1980				□	□			□
<u>Zimmerman and Steiner v. Switzerland</u>	Judgment	13/7/1983		■						
<u>G. and E. v. Norway</u> *	Inadmissible	3/10/1983			□	□	□			□
<u>Biggs v. the United Kingdom</u> *	Partially admissible	16/10/1985		□	□	□				□
<u>Rayner v. the United Kingdom</u> *	Partially admissible	16/7/1986		□		□				□
<u>Vearnacombe and others v. the United Kingdom</u> *	Admissible	18/1/1989		□	□	□				□
<u>Powell and Rayner v. the United Kingdom</u>	Judgment	21/2/1990		□	□	□				
<u>S. v. France</u> *	Inadmissible	17/5/1990				□				□
<u>Fredin v. Sweden</u>	Judgment	18/2/1991		■						□
<u>Pine Valley Development Ltd v. Ireland</u>	Judgment	29/11/1991		□						□
<u>Zander v. Sweden</u>	Judgment	25/11/1993		■						
<u>López Ostra v. Spain</u>	Judgment	9/12/1994	□			■				
<u>Piermont v. France</u>	Judgment	27/4/1995					■			
<u>Matos e Silva Lda. and others v. Portugal</u>	Judgment	16/9/1996		■	□					■
<u>Buckley v. the United Kingdom</u>	Judgment	25/9/1996				□				
<u>Balmer-Schafroth and others v. Switzerland</u>	Judgment (GC)	26/8/1997		□	□					
<u>Guerra and others v. Italy</u>	Judgment (GC)	19/2/1998	□				■	□		
<u>Chassagnou and others v. France</u>	Judgment (GC)	29/4/1999							■	■
<u>McGinley and Egan v. United Kingdom</u>	Judgment	9/6/1998		□	□	□				
<u>L.C.B. v. the United Kingdom</u>	Judgment	9/6/1998	□	□		□	□			
<u>Hertel v. Switzerland</u>	Judgment	25/8/1998		□		□	■			
<u>Steel and others v. the United Kingdom</u>	Judgment	23/9/1998					□			
<u>L'Association des Amis de St-Raphaël et Fréjus and others v. France</u>	Inadmissible	29/2/2000		□	□					□
<u>Athanassoglou and others v. Switzerland</u>	Judgment (GC)	6/4/2000		□	□					
<u>Pagliuccia and others v. Italy</u>	Inadmissible	7/9/2000				□				
<u>Ünver v. Turkey</u>	Inadmissible	26/9/2000		□						□

<u>Sciavilla v. Italy</u>	Inadmissible	14/11/2000					□			
<u>Chapman v. the United Kingdom</u>	Judgment (GC)	18/1/2001		□	□	□			□	
<u>Jane Smith v. the United Kingdom</u>	Judgment (GC)	18/1/2001		□	□	□			□	
<u>Coster v. the United Kingdom</u>	Judgment (GC)	18/1/2001		□	□	□			□	
<u>Thoma v. Luxembourg</u>	Judgment	29/3/2001					■			
<u>Dati v. Italy</u>	Inadmissible	22/1/2002				□				
<u>Burdov v. Russia</u>	Judgment	7/5/2002		■					■	
<u>Demuth v. Switzerland</u>	Judgment	15/11/2002					□			
<u>Dactyldi v. Greece</u>	Judgment	27/3/2003		■	■					
<u>Papastavrou and others v. Greece</u>	Judgment	10/4/2003							□	
<u>Kyrtatos v. Greece</u>	Judgment	22/5/2003		■	□					
<u>Hatton and others v. the United Kingdom</u>	Judgment (GC)	8/7/2003			■	□				
<u>Lam and others v. the United Kingdom</u>	Inadmissible	8/7/2003	□	□	□	□			□	
<u>Fadeyeva v. Russia</u>	Partially admissible	16/10/2003	□	□	□		□			
<u>Ashworth and others v. the United Kingdom</u>	Inadmissible	20/1/2004			□	□			□	
<u>Taşkin and others v. Turkey</u>	Partially admissible	29/1/2004	□	□	□	□			□	
<u>Gorraiz Lizarraga v. Spain</u>	Judgment	27/4/2004		□		□			□	
<u>Aparicio Benito v. Spain</u>	Partly inadmissible and adjourned	4/5/2004	□			□	□			
<u>Vides Aizsardzības Klubs v. Latvia</u>	Judgment	27/5/2004					■			
<u>Ledyayeva v. Russia</u>	Partially admissible	16/9/2004	□	□	□		□	□		
<u>Kapsalis et Nima-Kapsali v. Greece</u>	Inadmissible	23/9/2004		□	□				□	
<u>Giani v. Italy</u>	Inadmissible	28/10/2004	□		□	□				
<u>Balzarini and others v. Italy</u>	Inadmissible	28/10/2004			□	□				
<u>Ward v. the United Kingdom</u>	Inadmissible	9/11/2004	□			□				
<u>Taşkin and others v. Turkey</u>	Judgment	10/11/2004	□	■	□	■				
<u>Moreno Gómez v. Spain</u>	Judgment	16/11/2004					■			
<u>Öneryıldız v. Turkey</u>	Judgment (GC)	30/11/2004	■		■	□			■	
<u>Botti v. Italy</u>	Inadmissible	2/12/2004	□				□			
<u>Steel and Morris v. the United Kingdom</u>	Judgment	15/2/2005		■				■		
<u>Fadeyeva v. Russia</u>	Judgment	9/6/2005				■				
<u>Okyay and Others v. Turkey</u>	Judgment	12/7/2005		■						
<u>Roche v. the United Kingdom</u>	Judgment (GC)	19/10/2005		□	□	■	□		□	

<u>N.A. and Others v. Turkey</u>	Judgment	11/10/2005							■
<u>Luginbühl v. Switzerland</u>	Inadmissible	17/1/2006	□				□		
<u>Valico S. R. L. v. Italy</u>	Inadmissible	21/03/2006			□				□
<u>Öckan and others v. Turkey</u>	Judgment	28/3/2006	□	■	□	■			
<u>Ledyayeva and Others v. Russia</u>	Judgment	26/10/2006				■			
<u>Giacomelli v. Italy</u>	Judgment	2/11/2006				■			
<u>Aparicio Benito v. Spain</u> (French only)	Inadmissible	13/11/2006	□				□		
<u>Murillo Saldias v. Spain</u>	Inadmissible	28/11/2006	□		□	□			
<u>Lemke v. Turkey</u>	Judgment	7/6/2007	□		■	□	■		
<u>Verein gegen Tierfabriken v. Switzerland</u>	Judgment	4/10/2007		□			■		
<u>Hamer v. Belgium</u> (French only)	Judgment	27/11/2007			■		□		□
<u>Z.A.N.T.E. - Marathonisi A.E. v. Greece</u>	Judgment	6/12/2007							■
<u>Budayeva and Others v. Russia</u>	Judgment	22/3/2008	■			□			□
<u>Borysiewicz v. Poland</u>	Judgment	1/7/2008			■		□		
<u>Turgut v. Turkey</u>	Judgment	8/7/2008							■
<u>Stoïne Hristov v. Bulgaria</u> (French only)	Judgment	16/10/2008				□			
<u>Mangouras v. Spain</u>	Judgment	8/1/2009	No violation of Article 5						
<u>Tătar v. Romania</u>	Judgment	27/1/2009				■			
<u>Satır v. Turkey</u>	Judgment	10/3/2009		□					■
<u>Brândușe v. Romania</u>	Judgment	7/4/2009	■			■			
<u>Verein gegen Tierfabriken v. Switzerland</u> (no. 2)	Judgment (GC)	30/6/2009					■		
<u>Leon and Agnieszka Kania v. Poland</u>	Judgment	21/7/2009		■	□	□			
<u>Depalle v. France</u>	Judgment (GC)	29/3/2010							□
<u>Băcilă v. Romania</u> (French only)	Judgment	30/3/2010				■			
<u>Brosset-Triboulet and Others v. France</u>	Judgment (GC)	29/3/2010							□
<u>Mangouras v. Spain</u>	Judgment (GC)	28/9/2010	No violation of Article 5						
<u>Deés v. Hungary</u>	Judgment	9/11/2010			■		■		
<u>Dubetska and Others v. Ukraine</u>	Judgment	10/2/2011				■			
<u>Ioan Marchis and Others v. Romania</u>	Inadmissible	28/6/2011				□			
<u>Grimkovskaya v. Ukraine</u>	Judgment	21/7/2011		□		■			

* = Commission Decision | GC = Grand Chamber | P1 = Protocol No. 1

□ = Articles invoked | ■ = Violation

Annexe II

Assemblée parlementaire – Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales : liste de recommandations adoptées

« Il faudrait considérer la protection de notre milieu naturel comme un droit fondamental de la personne. Je me suis fixé comme un des objectifs de ma présidence d'intégrer le droit à un environnement sain dans la Convention européenne des droits de l'homme par le biais d'un protocole additionnel. »

M. Lluís Maria de Puig,
président de l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe (APCE)

28 mars 2008

1. [13/04/2011](#) Recommendation 1964 “The need to assess progress in the implementation of the Bern Convention”
2. [12/11/2010](#) Recommendation 1947 “Noise and light pollution”
3. [12/11/2010](#) Recommendation 1946 “Military waste and the environment”
4. [30/04/2010](#) Recommendation 1918 “Biodiversity and climate change”
5. [02/10/2009](#) Recommendation 1888 “Towards a new ocean governance”
6. [30/09/2009](#) Recommendation 1885 “Drafting an additional protocol to the European Convention on Human Rights concerning the right to a healthy environment”
7. [29/09/2009](#) Recommendation 1883 “The challenges posed by climate change”
8. [25/06/2009](#) Recommendation 1879 “Renewable energies and the environment”
9. [13/03/2009](#) Recommendation 1863 “Environment and health: better prevention of environment-related health hazards”
10. [30/01/2009](#) Recommendation 1862 “Environmentally induced migration and displacement: a 21st century challenge”
11. [23/06/2008](#) Recommendation 1837 “The fight against harm to the environment in the Black Sea”
12. [18/04/2008](#) Recommendation 1835 “Sustainable development and tourism: towards quality growth”
13. [22/01/2008](#) Recommendation 1823 “Global warming and ecological disasters”
14. [26/01/2007](#) Recommendation 1786 “Towards responsible food consumption”
15. [21/11/2006](#) Recommendation 1776 “Seal hunting”
16. [30/06/2006](#) Recommendation 1761 “Preventing forest fires”
17. [29/05/2006](#) Recommendation 1752 “Conservation and use of the landscape potential of Europe”
18. [24/01/2006](#) Recommendation 1731 “Europe’s contribution to improving water management”
19. [23/11/2004](#) Recommendation 1689 “Hunting and Europe’s environmental balance”
20. [25/06/2004](#) Recommendation 1668 “Management of water resources in Europe”
21. [25/06/2004](#) Recommendation 1669 “Transboundary water basins in Europe”
22. [02/03/2004](#) Recommendation 1653 “Environmental accounting as a sustainable development tool”
23. [25/11/2003](#) Recommendation 1637 “Pan-European environmental co-operation: the Council of Europe’s role after the Kyiv Ministerial Conference and the Johannesburg Summit”
24. [25/11/2003](#) Recommendation 1638 “Sustainable development of mountain regions”
25. [27/06/2003](#) Recommendation 1614 “Environment and human rights”
26. [30/01/2003](#) Recommendation 1594 “Follow-up to the World Summit on Sustainable Development: a common challenge”
27. [03/09/2002](#) Recommendation 1575 “Introduction of a quality label for food products derived from hill farming”
28. [28/06/2002](#) Recommendation 1571 “Reducing environmental risks by destroying chemical weapons”

29. 25/04/2002 Recommendation 1558 “Fisheries in Europe’s semi-land-locked seas”
30. 26/01/2001 Recommendation 1502 “Interparliamentary co-operation in the Mediterranean and Black Sea basins”
31. 24/01/2001 Recommendation 1495 “Environmental impact of the war in Yugoslavia on South-East Europe”
32. 25/09/2000 Recommendation 1472 “Sharing water resources management data on Internet: role of the Council of Europe”
33. 17/05/2000 Recommendation 1461 “Council of Europe’s role in regional planning”
34. 04/11/1999 Recommendation 1430 “Access to information, public participation in environmental decision-making and access to justice — implementation of the Århus Convention”
35. 04/11/1999 Recommendation 1431 “Future action to be taken by the Council of Europe in the field of environment protection”
36. 04/11/1998 Recommendation 1393 “Management and protection of the landscape: a European convention”
37. 24/09/1998 Recommendation 1388 “The oceans: state of the marine environment and new trends in international law of the sea”
38. 30/01/1998 Recommendation 1359 “Sustainable development in the Mediterranean and Black Sea basins”
39. 19/03/1997 Recommendation 1320 “Education, training and advisory services in agriculture, fisheries and forestry”
40. 26/01/1996 Recommendation 1289 “Animal welfare and livestock transport in Europe”
41. 27/06/1995 Recommendation 1274 “Draft European charter of mountain regions”
42. 18/05/1994 Recommendation 1241 “Application of conventions concerning the environment”
43. 27/01/1994 Recommendation 1232 “Management of water resources in relation to agriculture”
44. 04/11/1993 Recommendation 1227 “Pollution of the seas”
45. 01/10/1993 Recommendation 1225 “Management, treatment, recycling and marketing of waste”
46. 05/02/1993 Recommendation 1209 “Nuclear power plants in central and eastern Europe”
47. 07/05/1992 Recommendation 1186 “Environment policy in Europe (1990-91)”
48. 28/06/1991 Recommendation 1157 “Preservation and management of freshwater resources in Europe”
49. 01/02/1991 Recommendation 1145 “Protection of East-West environment”
50. 29/09/1990 Recommendation 1132 “Protection of the North Sea and the Atlantic Seaboard”
51. 29/09/1990 Recommendation 1133 “European tourism policies”
52. 28/09/1990 Recommendation 1130 “Formulation of a European charter and a European convention on environmental protection and sustainable development”
53. 28/09/1990 Recommendation 1131 “Environment policy in Europe (1988-1989)”
54. 03/07/1990 Recommendation 1128 “State of Europe’s freshwater fish population”
55. 28/09/1989 Recommendation 1115 “Transfrontier movements of toxic waste”
56. 01/07/1987 Recommendation 1060 “Protecting forests”
57. 27/01/1987 Recommendation 1048 “Consequences for agriculture of current soil degradation”
58. 22/09/1986 Recommendation 1045 “Combating forest fires in Europe”
59. 22/04/1986 Recommendation 1033 “Conservation of European wildlife”
60. 25/09/1985 Recommendation 1015 “Protection of the Mediterranean environment”
61. 01/02/1985 Recommendation 1006 “Measures to combat the effects of air pollution”
62. 29/01/1985 Recommendation 1003 “Marine pollution and fisheries”
63. 04/10/1984 Recommendation 997 “Regional planning and protection of the environment in European coastal regions”
64. 04/10/1984 Recommendation 998 “Environment and employment”
65. 11/05/1984 Recommendation 983 “United Nations Convention on the Law of the Sea”
66. 01/02/1984 Recommendation 977 “Air pollution and acid rain”
67. 01/02/1984 Recommendation 978 “Forestry in Europe and the world”
68. 25/01/1983 Recommendation 958 “Environment policy in Europe”

69. [29/01/1982](#) Recommendation 937 “Role of education in protection of the environment in Europe”
70. [28/01/1981](#) Recommendation 913 “Future of European fisheries”
71. [27/01/1981](#) Recommendation 910 “Environment policy in Europe”
72. [27/01/1981](#) Recommendation 911 “Impact on the environment of major industrial installations”
73. [08/05/1979](#) Recommendation 860 “Dangers of over-population of domestic animals for the health and hygiene of man, and on humane methods of limiting such dangers”
74. [02/10/1978](#) Recommendation 846 “Energy and the Environment”
75. [02/10/1978](#) Recommendation 847 “European action to prevent oil pollution of waters and coasts”
76. [24/01/1978](#) Recommendation 825 “Protection of wildlife and on seal hunting”
77. [25/01/1977](#) Recommendation 798 “Conservation of the living resources of the seas”
78. [25/01/1977](#) Recommendation 800 “Environment policy in Europe”
79. [28/06/1976](#) Recommendation 783 “Protection of birds and their habitats in Europe”

Annexe III

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux – Développement durable / environnement bâti et naturel : liste des principales recommandations et résolutions

1. [RECOMMENDATION 339 \(2012\) / 22 March 2012](#) - Making cities resilient
2. [RESOLUTION 315 \(2010\) / 28 October 2010](#) - Sustainable development of mountain regions and the experience of the Carpathian Mountains
3. [RESOLUTION 317 \(2010\) / 28 October 2010](#) - Coastal towns and cities tackling threats from the sea
4. [RECOMMENDATION 298 \(2010\) / 28 October 2010](#) - Coastal towns and cities tackling threats from the sea
5. [RESOLUTION 312 \(2010\) / 27 October 2010](#) - Landscape: a new dimension of public territorial action
6. [RECOMMENDATION 292 \(2010\) / 27 October 2010](#) - Landscape: a new dimension of public territorial action
7. [RECOMMENDATION 281 \(2010\) / 18 March 2010](#) - After Copenhagen, cities and regions take up the challenge
8. [RESOLUTION 298 \(2010\) / 18 March 2010](#) - After Copenhagen, cities and regions take up the challenge
9. [RESOLUTION 278 \(2009\) / 04 March 2009](#) - Public water and sewer services for sustainable development
10. [RECOMMENDATION 259 \(2009\) / 04 March 2009](#) - Public water and sewer services for sustainable development
11. [RECOMMENDATION 230 \(2008\) / 18 March 2008](#) - Local and regional authorities committed to sustainable consumption
12. [RESOLUTION 248 \(2008\) / 18 March 2008](#) - Climate change: building adaptive capacity of local and regional authorities
13. [RESOLUTION 247 \(2008\) / 18 March 2008](#) - Local and regional authorities committed to sustainable consumption
14. [RESOLUTION 249 \(2008\) / 18 March 2008](#) - Biodiversity policies for urban areas
15. [RECOMMENDATION 232 \(2008\) / 18 March 2008](#) - Biodiversity policies for urban areas
16. [RECOMMENDATION 231 \(2008\) / 18 March 2008](#) - Climate change: building adaptive capacity of local and regional authorities
17. [RECOMMENDATION 215 \(2007\) / 31 May 2007](#) - Climate Change: approaches at local and regional level
18. [RESOLUTION 236 \(2007\) / 31 May 2007](#) - Climate Change: approaches at local and regional level
19. [RECOMMENDATION 191 \(2006\) / 02 June 2006](#) - Chernobyl, 20 years on: local and regional authorities dealing with disasters
20. [RESOLUTION 219 \(2006\) / 02 June 2006](#) - Reconciling heritage and modernity
21. [RESOLUTION 215 \(2006\) / 02 June 2006](#) - Chernobyl, 20 years on: local and regional authorities dealing with disasters
22. [RECOMMENDATION 190 \(2006\) / 02 June 2006](#) - Water management: a European contribution to the 4th World Water Forum
23. [RESOLUTION 213 \(2006\) / 02 June 2006](#) - Local and regional waste management and the siting of landfills
24. [RESOLUTION 214 \(2006\) / 02 June 2006](#) - Water management: a European contribution to the 4th World Water Forum
25. [RECOMMENDATION 189 \(2006\) / 15 April 2006](#) - Local and regional waste management and the siting of landfills
26. [RECOMMENDATION 174 \(2005\) / 02 June 2005](#) - Youth education for sustainable development: the role of the regions
27. [RECOMMENDATION 168 \(2005\) / 02 June 2005](#) - Natural and industrial disasters: local authorities facing emergencies

28. [RESOLUTION 204 \(2005\) / 02 June 2005](#) - Youth education for sustainable development: the role of the regions
29. [RESOLUTION 200 \(2005\) / 02 June 2005](#) - Natural and industrial disasters: local authorities facing emergencies
30. [RESOLUTION 193 \(2005\) / 17 March 2005](#) - Local and regional authorities and renewable energy sources
31. [RESOLUTION 192 \(2005\) / 17 March 2005](#) - Coastal management and local and regional authority policy in Europe
32. [RECOMMENDATION 161 \(2005\) / 17 March 2005](#) - Local and regional authorities and renewable energy sources
33. [RECOMMENDATION 160 \(2005\) / 17 March 2005](#) - Coastal management and local and regional authority policy in Europe
34. [RESOLUTION 183 \(2004\) / 27 May 2004](#) - The quality and the quantity of drinking water
35. [RESOLUTION 178 \(2004\) / 27 May 2004](#) - The contribution of Local and Regional Authorities to the implementation of the European Landscape Convention
36. [RECOMMENDATION 150 \(2004\) / 27 May 2004](#) - The contribution of Local and Regional Authorities to the implementation of the European Landscape Convention
37. [RESOLUTION 166 \(2003\) / 26 November 2003](#) - Follow-up to the World Summit on Sustainable Development
38. [RECOMMENDATION 138 \(2003\) / 22 May 2003](#) - Sustainable regions under global rules
39. [RESOLUTION 164 \(2003\) / 22 May 2003](#) - Sustainable regions under global rules
40. [RECOMMENDATION 137 \(2003\) / 22 May 2003](#) - The role of territorial authorities in the management of river basins
41. [RESOLUTION 163 \(2003\) / 22 May 2003](#) - The role of territorial authorities in the management of river basins
42. [RECOMMENDATION 108 \(2002\) / 22 March 2002](#) - Local authorities confronting natural disasters and emergencies
43. [RESOLUTION 129 \(2002\) / 22 March 2002](#) - Local authorities confronting natural disasters and emergencies
44. [RECOMMENDATION 106 \(2002\) / 21 March 2002](#) - Sustainable development and the liberalisation of the energy market
45. [RECOMMENDATION 107 \(2002\) / 21 March 2002](#) - The problems of Europe's countryside
46. [THE CONGRESS / CG\(8\)26 / 21 March 2002](#) - Explanatory Memorandum : Rio+10: towards the next World Summit on Sustainable Development
47. [RESOLUTION 126 \(2002\) / 21 March 2002](#) - Rio+10: towards the next World Summit on Sustainable Development
48. [RESOLUTION 127 \(2002\) / 21 March 2002](#) - Sustainable development and the liberalisation of the energy market
49. [RESOLUTION 128 \(2002\) / 21 March 2002](#) - The problems of Europe's countryside
50. [THE CONGRESS / CG \(8\) 27 E / 14 February 2002](#) - Explanatory Memorandum : Sustainable development and the liberalisation of the energy market
51. [RECOMMENDATION 100 \(2001\) / 31 May 2001](#) - Management of transboundary water resources in Europe - Strengthening the capacity of territorial authorities for a co-operation and sustainable integrated management
52. [RESOLUTION 120 \(2001\) / 31 May 2001](#) - Management of transboundary water resources in Europe - Strengthening the capacity of territorial authorities for a co-operative and sustainable integrated management
53. [OPINION 13 \(2000\) / 25 May 2000](#) - Opinion of the Congress of Local and Regional Authorities on the draft European Landscape Convention prepared by the select Committee of Experts set up by the Committee of Ministers
54. [RECOMMENDATION 73 \(2000\) / 02 March 2000](#) - Environmental consequences of the Kosovo conflict

55. [RECOMMENDATION 57 \(1999\) / 16 June 1999](#) - Local and regional economic instruments for the environment
56. [RESOLUTION 64 \(1998\) / 27 May 1998](#) - Nuclear safety and local/regional democracy
57. [RESOLUTION 62 \(1998\) / 27 May 1998](#) - The draft European landscape convention
58. [RECOMMENDATION 42 \(1998\) / 27 May 1998](#) - Nuclear safety and local/regional democracy
59. [RECOMMENDATION 40 \(1998\) / 27 May 1998](#) - The draft European landscape convention
60. [RESOLUTION 55 \(1997\) / 04 June 1997](#) - Local and regional financial instruments for the environment in Europe
61. [RESOLUTION 54 \(1997\) / 04 June 1997](#) - Sustainable development at local and regional levels
62. [RESOLUTION 53 \(1997\) / 04 June 1997](#) - The preliminary draft European landscape Convention
63. [RECOMMENDATION 31 \(1997\) / 04 June 1997](#) - The preliminary draft European landscape convention
64. [RESOLUTION 20 \(1995\) / 01 June 1995](#) - European Nature Conservation Year 1995
65. [RESOLUTION 4 \(1994\) / 02 June 1994](#) on "The Environment in Central and Eastern Europe: the role and responsibilities of local and regional authorities" and on "environmental co-operation between local and regional authorities in the Eastern Baltic region"
66. [RECOMMENDATION 3 \(1994\) / 02 June 1994](#) on "The Environment in Central and Eastern Europe: the role and responsibilities of local and regional authorities" and on "environmental co-operation between local and regional authorities in the Eastern Baltic region"

Annexe IV

Affaires concernant l'environnement dont le médiateur européen a été saisi en 2011

14/12/2011: [Handling of complaint in relation to unauthorised construction in an area protected under the Habitats Directive](#)

28/09/2011: [Decisions of the Commission to close the complainant's infringement complaint against Poland concerning the project for the construction of a road bridge in Torun with access roads \(alleged failure to comply with the environmental impact assessment procedure laid down in Council Directive 85/33 on the assessment of the effects of certain public and private projects on the environment\) and to finance the project from the cohesion funds](#)

19/05/2011: [Maximum permitted levels of radioactive contamination of foodstuffs in the EU before and after the Fukushima nuclear accident](#)

30/03/2011: [Handling of an infringement complaint against Greece concerning the construction of the landfill at 'Mavro Vouno Grammatikou' in Attica, Greece](#)

24/03/2011: [The complainant's request, made in accordance with Article 10 of Regulation 1367/2006 \(the Aarhus Regulation\), for a review of Commission opinion C\(2011\) 351 of 25 January 2011](#)

16/03/2011: [Handling of an infringement complaint concerning environmental protection in Poland](#)

01/03/2011: [Access to documents/information; the Commission's handling of complaints submitted by the complainant to the Commission alleging infringements of EU environmental law by the Irish authorities](#)

26/01/2011: [Failure to open infringement proceedings; sufficient statement of reasons for closing infringement complaint; access to environmental information; Findings of the Aarhus Convention Compliance Committee as grounds for an infringement complaint](#)

« Les débats théoriques sur le lien entre droits de l'homme et environnement soulèvent d'importantes questions touchant, notamment, la nécessité d'un droit à un environnement sain et son contenu [...] Il est essentiel que le Conseil des droits de l'homme dispose de telles analyses et informations afin qu'il puisse donner des orientations à la communauté internationale destinées à relever les défis pressants en matière de droits de l'homme auxquels est confrontée l'humanité au XXI^e siècle, notamment la reconnaissance d'un droit général à un environnement sain. »

Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme,
extrait du rapport
*Étude analytique sur les liens entre
les droits de l'homme et l'environnement*